



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
Pôle S. J. V. A.
167-177, Avenue Pierre et Irène Joliot-Curie
92000 NANTERRE
pref-associations@hauts-de-seine.gouv.fr
www://hauts-de-seine.gouv.fr

Le numéro W772000011
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W772000011

Ancienne référence
de l'association :
0772010974

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **21 octobre 2014**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, OBJET, SIEGE, TITRE

dans l'association dont le nouveau titre est :

FEDERATION DE KICKBOXING ET DISCIPLINES ASSOCIEES

dont le nouveau siège social est situé : 50 rue Palloy
92110 Clichy

Décision(s) prise(s) le(s) : **14 septembre 2014**

Pièces fournies :
liste des associations adhérentes
liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Nanterre, le 21 octobre 2014

P/La Directrice Départementale

La Responsable de la Mission
Vie Associative

Christine GABEL

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.